



Marc Landré mlandre@lefigaro.fr

a présidente nationale du Secours catholique-Caritas France va remettre
vendredi au premier ministre les
contributions tirées des 150 débats organisés entre janvier et mi-février
dans ses centres. Cette ex-adjointe
d'Alain Juppé à Bordeaux publie chez Indigène
Éditions un livre, Révolution fraternelle, le cri des
pasvres, pour porter la voix des personnes précaires, Le Secours catholique est l'une des 19 organisations signataires du pacte social et écologique
présenté par Nicolas Hulot et Laurent Berger.

LE FIGARO. - La France vit depuis quatre mois au rythme des « gilets jaunes » et plus récemment du grand débat national. Que vous inspire cette séquence, inédite par sa forme et son intensité, sur l'état du pays?

Véronique FAYET. – La triple crise économique, écologique et de la parole que nous vivons n'est pas une surprise. Au fil de plusieurs rapports annuels sur l'état de la pauvreté, nous en notions chaque automne des signaux faibles avant-coureurs, comme la montée de la colère et un besoin d'écoute dans la population frappée de précarité, notamment chez les travailleurs pauvres. Les gens en souffrance veulent être utiles et n'en peuvent plus de se sentir stigmatisés.

Même si les choses semblent se calmer petit à petit malgré les manifestations qui perdurent chaque samedi, comment expliquer l'accumulation de haine et de violence à laquelle on a assisté contre l'exécutif, les députés ou les forces de l'ordre? Nous vivons dans une société de plus en plus sauvage et dont les élites administratives, économiques ou politiques semblent déconnectées. Sur le terrain, le sentiment que ces élites sont des privilégiés domine et l'impression de ne pas être écoutés peut entraîner les excès que l'on a connus. Cela dit, les gens qui viennent nous voir sont dans la souffrance et la colère mais rejettent massivement la violence.

Le Secours catholique a organisé depuis le début de l'année quelque 150 débats sur l'ensemble du territoire pour recueillir et faire entendre la parole et les propositions des personnes en précarité. Qu'est-ce qu'il en est ressorti? Redonner à ceux que nous aidons le pouvoir de penser et de réfléchir fait partie de notre culture, même sî notre réseau a, cette fois-ci, été bousculé. Même quand les gens ont des problèmes, ils veulent aider et ont des idées. Ils ne réclament pas de mesurettes mais affichent une vision giobale pour sortir d'une société qui dysfonctionne. Beaucoup de thèmes non prévus dans le grand débat sont remontés: l'accès à la formation, à un emploi digne et bien payé, l'équation impossible à résoudre entre des revenus quasiment bloqués (minimum vicillesse, minima sociaux...) et des dépenses contraintes qui explosent (logement, énergie...). Je me rappelle notamment une mère expliquant qu'elle ne chauffe plus que la chambre de ses enfants ou de personnes qui jeunent chaque fin de mois pour payer leurs factures... C'est le moment ou jamais de changer de braquet. Si le gouvernement ne le fait pas, on se prépare de désagréables surprises aux prochaines élections et

Accès aux droits, travail dévalorisé, fins de mois difficiles, fracture territoriale, « mal-logement », mépris des politiques : les revendications des précaires sont finalement assez similaires à celles des « gilets jaunes »...

Les gens qui viennent au Secours catholique se reconnaissent dans les « gilets jaunes ». Ils ont la même colère, le même sentiment d'injustice, mais certains, par peur de ressortir plus « enfoncés », veulent s'en dissocier. Ils ont aussi noté que les premières mesures annoncées concernaient les travailleurs pauvres mais pas les bénéficiaires de minima sociaux. Plus que des mesures corporatistes, ils veulent des réponses universelles...



## Véronique Fayet: «Les gens en souffrance veulent être utiles »

La présidente du Secours catholique porte la voix des personnes précaires dans le cadre du grand débat national et appelle le gouvernement à ne pas les oublier.

Qu'est-ce qui les différencie finalement des « gilets jaunes » ?

Quand on est pauvre, on vous impose tout et on ressent de manière plus violente les dépenses contraintes (forfait téléphonique, connexion Internet, contrôle automobile...). La fracture numérique, ennemie numéro un dans l'accès aux droits, est beaucoup ressortie des échanges. Tout est fait pour déshumaniser les relations, alors que les per-

sonnes en précarité ont besoin de vrai contact. Les précaires ont de plus en plus l'impression qu'on essaye de faire entrer leurs vies rondes et cabossées dans les cases carrées de l'administration. En cas d'accident dans la vie, il n'v a personne au bout du fil, juste une boîte vocale où l'on vous demande de taper 1, 2 ou 3. Le contact humain manque et conduit à des taux de non-recours aux droits sociaux hallucinants dans la population que nous rencontrons: 30% pour le RSA, 25% pour les allocations familiales... Or ces gens vivent à l'euro près.

Comment remédier

à cette fracture numérique?

La multiplication des maisons de service au public qui permettent de recréer du lien social. Aujourd'hui, il en existe 1300 et leur développement peut passer par des bus itinérants, comme dans le Lot. Des partenariats peuvent aussi être passés avec des associations pour permettre à ceux qui veulent vivre en zone rurale de le faire. Il faut également promouvoir une alimentation saine et digne, en développant les circuits courts de distribution ou les lieux de cuisine pour les gens qui vivent à l'hôtel. Si on se donnaît ainsi les moyens – un milliard d'euros par an en plus, ce n'est pas grand-chose – de rénover 700 000 passoires énergétiques, contre

Tout est fait pour

déshumaniser

les relations alors

que les personnes

de vrai contact.

ont de plus en plus

Les précaires

l'impression

qu'on essaye

et cabossées

carrées de

VÉRONIQUE FAYET

dans les cases

de faire entrer

leurs vies rondes

l'administration

en précarité

ont besoin

100 000 aujourd'hui par an, tout le monde y gagnerait aussi: la planète, l'économie, le lien social et les gens concernés.

Pourquoi la pauvreté ne recule-t-elle plus en France depuis le début des années 2000?

La pauvreté a bondi après la crise de 2008, et une nouvelle récession, probable dans les années à venir, aggraverait la situation. Aujourd'hui, nous accueillons dans nos centres en proportion plus de migrants, non parce qu'ils sont plus nombreux mais parce qu'ils sont plus pauvres qu'avant. On assiste aussi à une forte féminisation de la pauvreté: des femmes qui élèvent seules leurs enfants ou précarisées à l'approche de la retraite. Je pense notamment à cette grand-mère qui n'a pas pu fêter Noël, faute de pouvoir faire des cadeaux à ses petits-enfants... Aujourd'hui, le

gouvernement ne peut plus ne plus entendre ces souffrances ordinaires que vivent 8,8 millions de pauvres.

Il doit donc revoir la stratégie de lutte contre la pauvreté présentée en septembre et dont vous avez crifiqué le manque d'ambition et de moyens? En théorie oul, mais nous n'avons aucune garantie qu'il le fera, et même des signaux inverses avec la non-revalorisation des minima sociaux. On sera fixés avec l'ouverture prochaîne de la concertation sur le revenu universel d'activité qui devrait s'apparenter, selon nous, à un revenu de dignité augmenté avec un accompagnement renforcé vers l'emploi et la formation.

Certains, à commencer par le premier ministre, ne sont pas fermés à des contreparties aux minima sociaux. Qu'en pensez-vous?

Avant de faire bosser ces «fainéants» de bénéficiaires du RSA, ceux qui veulent leur imposer des contreparties feraient bien de discuter avec eux. Ils verraient qu'ils ne sont pas contre le fait de travailler, bien au contraire, et qu'ils contribuent déjà à l'équilibre de la société, en étant aidant dans leur famille, bénévole dans une association... des taches non reconnues qui mériteraient de l'être. Plusieurs pistes, que je présenteral vendredi au premier ministre, sont à creuser, comme de contractualiser le lien avec les bénéficiaires de minima sociaux en contrepartie d'un accompagnement renforcé pour se former, se solgner... Ou de valoriser, via le compte d'engagement citoyen, leurs contributions en leur permettant de gagner des droits supplémentaires à la formation ou à la retraite.